

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
Chèque bancaire ou postal
à l'ordre de F. Gambin

Abonnements :
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
pli fermé : 60 F et 30 F

Abonnements de soutien :
à partir de 100 F

16^e ANNEE - N° 289
LE NUMERO : 2 FF
20 FB - 1 FS
du 5 au 18 mai 1979

Mesures anti-ouvrières en cascade, renforcement de la machine de l'État

Tour de vis démocratique

Voici ce que nous écrivions au début de l'année 1945 :
« La guerre en cours est perdue pour les fascistes, mais gagnée par le fascisme. Malgré l'emploi sur la plus vaste échelle du boniment démocratique, le monde capitaliste, ayant sauvé, même dans cette crise terrible, l'intégrité et la continuité historiques de ses plus puissantes unités étatiques, accomplira ensuite un immense effort pour maîtriser les forces qui le menacent, et instaurera un système toujours plus serré de contrôle des processus économiques et d'entrave à l'autonomie de tout mouvement social et politique sus-

ceptible de troubler l'ordre institué. De même que les vainqueurs légitimistes de Napoléon durent hériter de l'appareil social et juridique du nouveau régime français, de même les vainqueurs des fascistes et des nazis, en un processus plus ou moins bref et plus ou moins clair, reconnaîtront par leurs actes, tout en la niant par de vides proclamations idéologiques, la nécessité d'administrer le monde, terriblement bouleversé par la seconde guerre impérialiste, avec les méthodes autoritaires et totalitaires qui furent d'abord expérimentées dans les Etats vaincus » (1).

Depuis que ces phrases ont été écrites, l'histoire s'est largement chargée de ridiculiser les tenants de la théorie d'un possible retour à la démocratie. Dans le seul cas de la France, les occasions n'ont pas manqué d'infliger à ce rêve de cinquièmes démentis.

A peine l'Allemagne hitlérienne vaincue, les partis « ouvriers » n'ont-ils pas appelé le prolétariat à défendre les institutions démocratiques contre un danger nazi personifié, selon eux, par les mouvements d'indépendance, en Algérie ou au Cameroun ? Et ceci avant même que la « guerre froide » ne soit l'occasion pour la bourgeoisie de présenter, à travers le stalinisme, le « communisme » comme un « fascisme rouge ». Quant au produit le plus pur de la Résistance, le gaullisme — qui n'aurait jamais pu prendre cette ampleur historique sans les débauches patriotiques du national-communisme —, n'a-t-il pas renversé par un coup d'Etat ces mêmes institutions parlementaires nées de la lutte anti-fasciste, ce qui lui valut derechef d'être à son tour taxé de « fascisme » ?

Et le sommet ne fut-il pas atteint quand on vit tous les partis courir « à pied, à cheval et en voiture », au secours de la Constitution, pour la défendre contre la « menace fasciste » qu'aurait représenté le fameux « quarteron de généraux factieux » poussés sur le forum d'Alger par la révolte des pieds-noirs ?

Aujourd'hui même, Chirac, naguère présenté par la gauche comme un histrion fascinant à cause de ses airs autoritaires, taxe le « libéralisme avancé » de Giscard de « fascisme sournois », tandis que la « démocratie avancée » du PCF, à son tour révélée comme un « totalitarisme collectiviste » par Poniatowski, part en guerre contre le « totalitarisme giscardien », héritier de l'autoritarisme pompidolien !

Si, dans ces joutes politiques, le ridicule ne tue pas, c'est qu'il s'agit de batailles pour rire, menées seulement sur la scène de la comédie parlementaire. En réalité, les bruits de la scène n'ont d'utilité que pour cacher au prolétariat le cours inexorable de l'histoire réelle qui avance dans les coulisses. Plus, elles

DANS CE NUMERO

- La « théorie des trois mondes », apologie de l'impérialisme.
- Les tournants du PCF (2) : De la « guerre froide » à l'« union de la gauche ».
- Foyers de travailleurs immigrés : pour faire le bilan (3) ; commission Delmon.

servent à l'impliquer dans ce processus, à l'en rendre partie prenante. Et ce processus, c'est celui du renforcement de l'Etat.

Ce phénomène, poussé à l'extrême par l'impérialisme, a été relevé par Boukha-

(suite page 2)

(1) « Le cycle historique de la domination politique de la bourgeoisie », dans *Les trois phases du capitalisme*, Textes du parti, n° 4, p. 36.

Moyen-Orient

La paix prépare la guerre

Les faits révèlent chaque jour davantage la portée réelle de la paix entre Israël et l'Egypte signée sous l'égide des Américains. Désormais, en effet, l'armée égyptienne est plus libre de ses mouvements afin que le Caire joue pleinement son rôle de gendarme en Afrique (comme il l'a déjà montré au Zaïre et au Soudan) et dans le golfe, mais surtout en Egypte même, où la menace d'émeutes plus grandes encore que celles du début 77 ne disparaîtra pas de sitôt.

De leur côté, les troupes israéliennes sont plus libres pour prévoir des expéditions sur la région et déjà pour exercer une pression militaire plus forte sur les territoires occupés, mais également sur les fronts est et nord, au point que les milices de Haddad assurent à Israël une nouvelle avancée vers le Liban, sans que se manifeste la moindre opposition pratique de la part de la Syrie, paralysée aussi bien par une crise intérieure que par d'éventuelles ouvertures (évidemment démenties) sur le Golan ; au point également que Hussein se met à pousser des cris d'orfraie, tandis qu'Arafat tente de faire de ce boucher des masses palestino-jordanaises un nouveau héros de la lutte d'émancipation arabe.

Le vrai résultat de la paix est donc une pression militaire directe et indirecte décuplée sur les prolétaires et les masses plébéiennes et paysannes pauvres de tout le Proche-Orient, où pourtant l'armement accéléré de l'Egypte, d'Israël et de l'Arabie ne suffit pas à ramener tout à fait l'impérialisme puisque les Etats-Unis mettent sur pied un corps expéditionnaire de 100.000 hommes pour « protéger la route du pétrole » et « assurer ses intérêts vitaux ».

La force capable de s'opposer à ce formidable alignement contre-révolutionnaire de forces, c'est l'union, par-dessus les barrières de race et de nationalités, des prolétaires du Moyen-Orient entraînant derrière eux les manes exploitées de la région contre le front des impérialismes et leurs valets locaux, et cette union a besoin — un besoin impérieux — de l'appui total des prolétaires des centres impérialistes, et avant tout d'Amérique et d'Europe.

Les tournants du PCF (2)

De la « guerre froide » à l'« union de la gauche »

Le passage du PCF (à coups de pied dans le derrière) dans l'opposition en 1947 donne une de ces fausses perspectives dont l'histoire est coutumière (1). Il correspond en effet au tournant international de la guerre froide qui a redonné une apparence de réalité à la théorie des deux camps au régime social opposé, au moment même où les réactions ouvrières à l'austérité de la période de reconstruction commençaient à ne plus se laisser

calmer par la présence de « représentants ouvriers » au gouvernement. La scission politique due aux alliances bourgeoises se superposant à la répartition des tâches de conservation sociale, le PCF put donc se permettre de donner à sa mise au rancart politique une allure d'opposition sociale, voire « révolutionnaire », qui a permis de noyer dans des sables stériles les réactions de révolte de générations entières de militants prolétaires.

Le PCF remit donc à l'honneur le vieux langage « de gauche » des périodes d'opposition : déclarations de guerre tonitruantes, mais à la politique du gouvernement, non à l'Etat ; participation aux luttes ouvrières, mais au nom de la défense de l'« économie nationale livrée aux trusts apatrides » ; dénonciation — timide — des « guerres coloniales », mais au nom du « rôle de la France dans le monde ». Le tout était couronné par la revendication de la « démocratie » — qui aurait dû en bonne théorie redevenir l'ennemi direct. Mais en réalité, même si le stalinisme ne l'avait introduite que comme « étape nécessaire » de la lutte mondiale « antifasciste », naturellement, même une fois le fascisme vaincu, le drapeau de la démocratie continuait à servir de ralliement aux luttes ouvrières.

Le retour du PCF dans l'opposition ne le fit pas renoncer par conséquent aux principes bourgeois qui avaient guidé sa politique dans la collaboration démocratique et patriotique du Front populaire, de la Résistance et de la Reconstruction.

Son attitude dans la question coloniale et en « politique étrangère », en particulier dans les questions allemande et américaine en est un exemple. Ici il n'est jamais allé plus loin que l'opposition bourgeoise elle-même, en l'occurrence le gaullisme.

L'opposition à la guerre d'Indochine, à partir de 1950, n'a pas tant été une opposition à l'impérialisme français qu'une critique — partagée par les gaullistes — d'une guerre qui livrait l'Indochine aux Etats-Unis. Les grandes batailles politiques furent menées en 1952 contre la ratification de la Communauté Européenne de Défense, bras dessus bras dessous avec les gaullistes. « Nous, communistes, déclara Ducloux, nous sommes prêts, avec tous les Français quels qu'ils soient — nous disons bien quels qu'ils soient — qui comme nous ne veulent pas d'une nouvelle Wehrmacht, à participer à toutes les actions politiques qui peuvent et doivent être organisées par une puissante campagne à travers la France. »

Le raidissement politique du PCF ne s'en est pas moins accompagné de l'abandon des formules théoriques orthodoxes du marxisme, disparues depuis longtemps déjà de la vie des partis staliniens. C'est ainsi que la voie « démocratique et nationale » au socialisme affirmée dans la fameuse interview au *Times* de Thorez en novembre 46, loin d'avoir été mise au rancart en 1947, a eu le temps de faire son chemin pour revenir en force après le XX^e Congrès du PC russe en 1956.

Dans la foulée de ce grand déculottage théorique — sous prétexte de lutte contre les excès de Staline, personnage commode à cet effet — le XIV^e Congrès du PCF vit également dans la fameuse « coexistence pacifique » la possibilité de passer au socialisme sans insurrection et sans guerre civile. Désormais les « voies pacifiques et nationales » étaient ouvertes. Le XV^e Congrès s'y jeta à corps perdu en 1959. « Développer la démocratie jusqu'au bout, déclara-t-il, c'est là une des tâches essentielles de la lutte pour la révolution sociale. » Le XVI^e Congrès de 1961 trouva, dans le prétexte de la « lutte contre le pouvoir personnel », la nécessité d'« ouvrir à la démocratie une perspective réelle en lui traçant des voies pratiques ». Et c'est ainsi qu'on visa en 1964 à la « démocratie véritable », puis en 68 à « la démocratie avancée ouvrant la voie au socialisme ».

Il est clair que sur ce chemin le « parti unique » devait être abandonné et la dictature du prolétariat également. Le premier le fut en 1964, la seconde en 1977. Là encore on y découvrit des « concepts staliniens »...

(suite page 2)

(1) La première partie de cet article a paru dans *Le Prolétaire* n° 274.

Réunions publiques

- ANGERS
le dimanche 13 mai, à 14 h 30, Salle des Cours municipaux, Place Saint-Eloi.
- AMIENS
le mercredi 16 mai, à 20 h 30, Salle Dewailly, Place Louis-Dewailly.

Non au contrôle de l'immigration !

- PARIS
le vendredi 18 mai, à 20 h 30, à l'AGECA, 177, rue de Charonne, 75011 Paris (métro : Alexandre-Dumas).

Indochine : la guerre entre faux socialismes

Auschwitz ou le grand alibi

Brochure « Le Prolétaire » n° 11
24 pages - Prix : 3 F.

Tour de vis démocratique

(suite de la page 1)

rine en 1915 (en même temps que par Lénine dans son *Impérialisme*): « Les tendances « démocratiques » et libérales font place à la tendance monarchiste clairement exprimée de l'impérialisme moderne qui a grand besoin de la dictature de l'Etat [...]. Un « pouvoir fort », s'appuyant sur une flotte et une armée gigantesques, constitue l'idéal du bourgeois moderne. Ce ne sont nullement des « survivances précapitalistes », comme certains le supposent. Ce ne sont pas des vestiges du passé, témoins fortuits du vieux monde. C'est une formation sociale et politique entièrement neuve, engendrée par le développement du capital financier » (2).

Cette tendance au renforcement de l'Etat a été considérablement accélérée après la première guerre mondiale par les besoins de la lutte contre le prolétariat. La bourgeoisie dut alors « compléter » la machine de l'Etat par une « organisation de citoyens » susceptible de mobiliser les larges masses déçues par une révolution qui s'éloignait, afin de consolider l'ordre bourgeois, en même temps qu'elle assurait au gouvernement « un coefficient de volonté, de décision et de vigueur très supérieur à celui des gouvernements précédents quand il s'agit de s'emparer du gouvernail » (3).

La démocratie d'après la seconde guerre mondiale, super-impérialiste et super-terroriste, ne s'est pas contentée de reprendre l'œuvre de perfectionnement de l'Etat au point avancé où l'avait laissée le fascisme. Elle a fait mieux: elle a donné à ce processus une impulsion nouvelle en lui assurant l'appui officiel du prolétariat (ce qui supposait évidemment la totale déroute historique de ce dernier), en substituant à la collaboration forcée des classes imposée par le fascisme historique, la collaboration « volontaire » des classes. C'est là la signification de la nouvelle démocratie, de cette *démocratie blindée* dont le pilier central est, par conséquent, l'existence de puissants partis « ouvriers », de puissants syndicats « ouvriers » capables de contrôler la classe, d'amortir et de stériliser ses poussées de lutte.

☆

L'actualité récente illustre clairement ce phénomène en révélant aussi la convergence profonde des partis libéraux, démocratiques et prétendument « ouvriers ».

Si l'on prend la fameuse campagne menée sur le « droit de manifestation », on voit bien que la gauche ne l'avance qu'en guise de simple corollaire — la confiture autour de la pilule — du ren-

forcement de la police. Voyez ce communiqué magnifiquement synthétique des syndicats CFDT et CGT de la police. Ceux-ci rappellent « qu'il appartient aux pouvoirs publics de faire assurer par la police la protection d'une manifestation autorisée ». Ils « appellent leurs adhérents et l'ensemble des fonctionnaires de police à participer massivement au défilé du 1^{er} mai pour célébrer la fête du travail [celui de la matraque?!] et pour la défense des libertés » (*Le Monde* des 29-30 avril 1979). On ne saurait mieux exprimer le fait que le « droit » n'est conçu que dans le cadre autorisé par la loi (bourgeoise), et que la tâche de la loi est précisément d'interdire toute manifestation non contrôlée par l'opportunisme et de la livrer par conséquent aux déchaînements des « forces de l'ordre ». On pourrait faire le même raisonnement avec la fameuse réglementation du droit de grève dans le secteur public (c'est aujourd'hui le tour de la télévision...), qui ne fait que suivre en réalité la pratique habituelle des directions syndicales.

Une autre tendance profonde est révélée à sa manière par la loi contre l'« affichage sauvage ». Elle aboutit, d'une part, en plaçant tout afficheur et tout auteur d'affiche (auteur réel ou supposé, le tribunal n'a pas à vérifier) dans une situation de délit pénal, à donner à la police, comme le fait la loi anti-casseurs, une arme nouvelle contre les organisations politiques qui combattent l'Etat. Mais surtout, elle donne légalement à l'Etat et à la police, comme la loi sur la fouille des véhicules ou celle des flagrants délits, la *liberté de mouvement* qui leur est nécessaire pour fondre sur leur proie au moment choisi par eux, sans être embarrassés par les vieilles garanties constituées au temps où les différentes fractions bourgeoises tendaient à s'assurer un partage du pouvoir, mais gênantes dès qu'il faut passer à la guerre contre le prolétariat. Quelle merveille que de n'avoir pas besoin de violer sa propre légalité et de pouvoir recourir en toute situation au terrorisme ouvert de l'Etat avec une justification légale!

Cette tendance est encore accentuée par les sanctions juridiques données à la division des prolétaires par la multiplication des statuts particuliers et la généralisation des situations d'exception. C'est ainsi que pour les prolétaires exploités dans les fameux « services publics », on tend à pénaliser tout arrêt de travail sérieux et il en est de même dans des industries stratégiques avec la réquisition militaire (les conserveries de petits pois en Bretagne entrent, paraît-il, dans cette catégorie!). Le sommet est atteint avec

les lois sur l'immigration qui placent les travailleurs étrangers en situation d'état de siège. Selon *Le Monde* du 19-4-79, le nouveau projet de loi « outre la multiplication des expulsions qu'il ne manquera pas d'entraîner ainsi que leur exécution forcée, permettra, s'il est adopté, que des décisions administratives soient exécutées sans aucun contrôle, les étrangers perdant ainsi les dernières garanties que leur assuraient les magistrats ».

Vis-à-vis de l'évolution de cette législation et de l'effort de blindage systématique de l'Etat, l'opposition des partis « ouvriers » est purement verbale et hypocrite. Ceux-ci se prononcent contre l'« atteinte aux libertés », se prononcent pour l'« égalité des droits pour les étrangers », se prononcent contre la création de situations d'exception, mais affirment vouloir maintenir les réactions sur le terrain du parlement et de la légalité. Position comode qui revient à paralyser les réactions au phénomène réel, celui du renforcement de la police, de la justice, de la bureaucratie, c'est-à-dire des *corps d'oppression et de répression de l'Etat*, et même à agir pour renforcer ce phénomène réel, puisque les partis « ouvriers » réclament en même temps davantage de contrôle de l'immigration, davantage de lutte contre « le terrorisme » et la violence, davantage de police, davantage donc de répression!

Si la bourgeoisie accélère aujourd'hui le blindage de son Etat, le prolétariat ne doit pas y trouver un motif d'accablement et de désespoir. Il doit y lire en même temps le symptôme de la peur bourgeoise devant le risque d'une *reprise de classe*. Il doit y puiser la force de retourner à la lutte ouverte et directe contre la bourgeoisie et son Etat. L'évolution de la législation est en effet dialectiquement *subversive*. Plus la loi permet à l'Etat de supprimer instantanément toutes les « garanties et libertés » bourgeoises, plus l'Etat se rend apte à passer des situations de violence *potentielle* (l'armée dans les casernes) à celle de violence en action, de violence *cinétique* (l'armée dans la rue), plus il se prépare à se placer rapidement sur le terrain de la *force ouverte*, mieux il révèle en même temps sa véritable nature.

Comme nous l'écrivions encore en 1945 :

« Le Parti repousse donc toute collaboration avec des partis bourgeois et pseudo-prolétariens qui brandissent le postulat faux et trompeur de la substitution de régimes de « véritable » démocratie au fascisme.

« Cette politique est avant tout illusoire

» parce que pour tout le temps de sa « survivance le monde capitaliste ne pourra plus s'organiser dans des formes libérales, mais s'orientera toujours plus, dans les différents pays, vers une monstrueuse unité étatique, armée d'une police de classe toujours plus forte et exprimant impitoyablement la concentration économique du patronat. Cette politique est en second lieu défaitiste, parce que (même si des formes démocratiques pouvaient encore avoir dans quelques secteurs secondaires du monde moderne une brève survivance) elle sacrifie à la poursuite de ce postulat démocratique les caractéristiques vitales de beaucoup les plus importantes du mouvement, en ce qui concerne la doctrine, l'autonomie organisationnelle de classe, et la tactique capable de prévenir et d'aplanir le chemin de la lutte révolutionnaire finale, but essentiel du Parti. En troisième lieu elle est contre-révolutionnaire, en ce qu'elle accreditte aux yeux du prolétariat des idéologies, des groupes sociaux et des partis, dont la substance est le scepticisme et l'impuissance à rejoindre les buts de cette démocratie qu'ils professent dans l'absolu; dont la seule fonction et le seul but (correspondant pleinement à ceux des mouvements fascistes) est de conjurer à n'importe quel prix la marche indépendante et l'assaut direct des masses exploitées aux fondements économiques et juridiques du système bourgeois » (4).

La véritable position révolutionnaire, aujourd'hui comme en 1945, consiste, tout en luttant pied à pied et de façon indépendante contre les attaques de la bourgeoisie, à préparer dès aujourd'hui le prolétariat à la lutte ouverte contre l'Etat capitaliste. Sur ce terrain réel de la lutte des classes, le vainqueur ne sera pas celui qui respectera le meilleur code moral, mais celui qui saura le mieux concentrer ses forces, le mieux user de la centralisation de la violence, le mieux s'armer de puissance et de détermination.

Cette puissance et cette détermination, le prolétariat doit les trouver dans la grandeur de sa tâche historique.

(2) Boukharine, *L'économie mondiale et l'impérialisme*, Ed. Anthropos, p. 128.

(3) « Rome et Moscou », *Il Lavoratore*, 12 janvier 1923, repris dans *Communisme et fascisme*, Textes du parti, n° 1, p. 105.

(4) « Plate-forme politique du Parti Communiste Internationaliste d'Italie », dans *Per l'organica sistemazione dei principi comunisti*, p. 111.

De la « guerre froide » à l'« union de la gauche »

(suite de la page 1)

Le PCF ne s'est pas contenté de cette furieuse « recherche théorique » au niveau le plus élevé. Si en 1936 il condamnait encore les idées de « nationalisation » et de « planification » comme des miroirs aux alouettes bourgeois, la première condamnation fut abandonnée en pleine collaboration productiviste et la seconde en pleine opposition parlementaire, dans les années 1966-70 (mais on ne mord pas sans effet au gâteau de la collaboration des classes institutionnalisées, notamment à travers la participation syndicale au Conseil économique et social).

Plus généralement, l'opposition politique parlementaire n'a pas empêché une collaboration toujours plus grande, à tous les niveaux de l'entreprise et de l'Etat, collaboration que la reconnaissance des sections syndicales d'entreprise à Grenelle avait pour but d'officialiser.

Prenant appui sur ce tremplin de la collaboration quotidienne avec l'entreprise et l'Etat, le PCF n'a pas manqué de donner son appui au gouvernement « capitaliste » à chaque crise: en 1957, il soutient le Front républicain qui donne les pleins pouvoirs à Guy Mollet... pour lancer en grand la guerre d'Algérie, en 1961, il vole au secours de de Gaulle lui-même sous prétexte de « danger fasciste », en 1968, il rappelle à la classe ouvrière qu'elle doit rester « une grande force tranquille ».

C'est dans les années soixante, après la grande grève des mineurs de 1963, que le PCF tenta le rapprochement avec le PS. Mieux, il contribua à fabriquer de toutes pièces un

nouveau PS afin de pouvoir préparer une solution gouvernementale de gauche. Cette hypothèse, la grande grève de 1968 vint en rappeler la nécessité à la bourgeoisie, cependant que la détente internationale, qui culmina entre les années 1971-75 permit de « mettre au second plan » la question allemande et les rapports USA-URSS.

Dès lors la course vers le pouvoir donna des ailes au PCF, aiguillonné par une nouvelle génération née hors des vieilles traditions et de la vieille phraséologie stalinienne, une génération née de la pratique courante d'opposition mi-pétite bourgeoisie mi-aristocratique ouvrière communiant dans le démocratisme, le légalisme et le pacifisme social le plus fade et le chauvinisme le plus repoussant.

Il est clair que pour le PCF, comme pour la bourgeoisie, la possibilité d'une participation gouvernementale devient envisageable: rien de tel que de faire miroiter une « alternative gouvernementale » pour dévoyer la lutte prolétarienne.

« Nous sommes devant une crise profonde de la société française. Cette situation est encore aggravée par les répercussions de la crise monétaire du système capitaliste mondial, la plus sérieuse de ce genre depuis la fin de la guerre ». Tel est le fondement du programme commun signé en 1972 (*Changer de cap*, p. 10). Entendez-vous, bourgeois? Pour cela le PCF entreprend le grand ménage des restes hideux du stalinisme pour se donner un visage d'honnête social-démocrate. Abandon de la « dictature » et du « prolétariat ». Plus le gouvernement est proche, plus le rythme des abandons est rapide.

Mais le plus caractéristique est, dans cette période, l'aveu de l'évolution du PCF par rapport à la Russie elle-même. Si, en effet, dans la période 1934-1947, le PCF ne fut jamais aussi à l'aise que lorsque la France et la Russie étaient unies par une alliance militaire, c'est que cette position permettait de concilier son profond désir national avec la révérence nécessaire à l'« internationalisme ». Désormais, la détente a permis ce processus irréversible que la politique du PCF n'est plus dictée, comme encore en 1956, par le pesant modèle russe, et que les rapports du PCF avec la Russie ne sont plus dictés que par l'intérêt d'une alliance anti-allemande.

Naturellement, les justifications ne manquent pas: « Après août 68, (...) le parti s'est trouvé en mesure de mieux définir une politique audacieuse où la perspective socialiste cessait cette fois ouvertement de se déduire du modèle soviétique et s'enracinait dans la réalité concrète du mouvement ouvrier français. La voie française, pour laquelle la démocratie est le lieu et le moyen de la lutte de classes, prenait forme » (2).

Désormais, comme dit Marchais, « la politique du PCF se décide à Paris » et le PCF est le seul parti qui n'a rien à voir avec l'internationalisme...

Cependant cette transformation du PCF en parti gouvernemental a été stoppée et la course au pouvoir inversée par la crise de l'union de la gauche de l'été 77.

(à suivre)

(2) L'URSS et nous, Paris, Editions sociales, 1978, p. 23.

Voici le sommaire du n° 4 de

el-oumami

En langue française

— 1 ^{er} mai: Pour la lutte indépendante de classe	1
— Correspondance de Tunisie	2
— Moyen-Orient: Seule l'unité des exploités peut faire sauter la paix ignoble des exploités!	3
— PAGES: Une politique de larbin ..	4
— Tunisie: Malgré la répression, la lutte continue!	5
— Algérie: « El-Moudjahid » et les luttes ouvrières	5
— Pour faire le point sur la lutte des foyers	6
— Immigration: Porter la lutte sur un terrain de classe	7
— Thèses de Lénine sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne	8
— La servilité inégalée du PPS	11

En langue arabe

— Notre solidarité avec les victimes de la répression bourgeoise en Irak	11
— Le 1 ^{er} mai et la lutte pour la diminution du temps de travail	13
— Pour l'unité des exploités du Maghreb!	15
— Le socialisme est internationaliste et international ou il n'est pas ..	16

Soutenez le développement international de la presse du parti. Souscrivez!

La « théorie des trois mondes », apologie de l'impérialisme

Le texte exposant la « théorie » est paru dans le *Renmin Ribao* (Quotidien du Peuple) du 1^{er} novembre 1977, sous le titre : *La théorie du président Mao sur la division en trois mondes, importante contribution au marxisme-léninisme*. Il en donne notamment cette définition synthétique : « Selon cette théorie du président Mao, les deux superpuissances impérialistes, l'Union Soviétique et les Etats-Unis, forment le premier monde ; elles sont devenues les plus grands exploitateurs, oppresseurs et agresseurs internationaux et les ennemis communs des peuples du monde entier, leur rivalité conduira nécessairement à une nouvelle guerre mondiale [...]. Les pays socialistes, piliers du prolétariat international, et les nations opprimées, victimes de l'exploitation et de l'oppression les plus cruelles et représentant la grande majorité de la population du globe, forment le tiers monde ; ils se tiennent au premier rang dans la lutte contre les deux superpuissances, l'Union Soviétique et les Etats-Unis, et constituent la force principale dans la lutte contre l'impérialisme et l'hégémonie. Quant aux pays développés qui se trouvent entre les deux, ils forment le second monde ; ils oppriment et exploitent les nations opprimées tout en étant victimes de la main-mise et des vexations des superpuissances, des contradictions les opposent aussi bien au premier monde qu'au tiers monde, ils ont un double caractère ; et ils représentent une force que celui-ci peut gagner ou rallier dans la lutte contre l'hégémonie » (p. 21 de la brochure publiée par les Editions de Pékin).

Le problème central de la stratégie révolutionnaire, à l'approche de la nouvelle guerre impérialiste, serait donc celui de l'alliance entre le « tiers-monde » et le « second monde » (avant tout l'Europe occidentale et le Japon) dans la lutte contre les deux superpuissances ou, plus exactement, contre l'« hégémonie » soviétique. Comme le dit Hua Guofeng au XI^e Congrès du PCC, la « théorie des trois mondes » permettrait « au prolétariat international d'unir, dans la lutte de classes sur le plan mondial, toutes les forces qui peuvent s'unir à lui et de former le front uni le plus large en vue de combattre les principaux ennemis » (p. 24).

*

Les références à Marx et à Lénine ne manquent pas, dans l'article du *Renmin Ribao*. Un premier groupe de citations a pour but de

Le prétendu appui aux « peuples du tiers monde »

Ce qui ressort même de quelques citations du *Renmin Ribao*, c'est que le marxisme se place, dans la question des rapports entre révolution nationale et démocratique et « révolution sociale », non pas du point de vue d'un quelconque principe national ou démocratique, nécessairement bourgeois, mais du point de vue d'intérêts de classe : ceux de la révolution prolétarienne internationale. C'est pourquoi — mais le *Renmin Ribao* se garde bien de le dire — le marxisme a toujours pris soin dans cette question de distinguer rigoureusement les différentes classes sociales et forces politiques en jeu, d'évaluer leur caractère plus ou moins révolutionnaire, de préserver la stricte indépendance programmatique, tactique, organisationnelle, du prolétariat et de son parti dans le cours même de l'action commune avec d'autres forces.

Voici le sommaire du n° 79 (avril 1979) de

Programme communiste

- Défendre le marxisme, c'est défendre l'arme de la lutte et de l'émancipation du prolétariat.
- Sur le fil du temps — Le prolétariat et la guerre : Socialisme et nation — Guerre et révolution — Guerre impérialiste et guerre révolutionnaire.
- La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale — Une première conclusion.
- L'Afrique, proie des impérialismes (3) : Les investissements étrangers en Afrique.
- Nouvelles des faux socialismes : A l'Est comme à l'Ouest, la course à la productivité accroît l'exploitation — Socialisme, ou production individuelle ?

Au lendemain du XI^e Congrès du PC chinois, nous montrions dans ces colonnes que la fameuse « théorie des trois mondes » n'était que le reflet idéologique de l'insertion croissante de la Chine dans le concert des grandes nations capitalistes, et plus précisément de son insertion accélérée dans l'orbite du capitalisme euro-américain (La Chine, amie des ennemis de ses ennemis, dans *Le Prolétaire*, n° 250). Nous y revenons aujourd'hui pour examiner les arguments « marxistes » que les dirigeants chinois, en tant que dirigeants d'un pays soi-disant « socialiste » et chefs de file d'un courant opportuniste international, ont cru bon d'avancer à l'appui de leur théorie. Nous montrons que ces arguments se fondent à la fois, comme de juste, sur la pure et simple falsification de la tradition marxiste et sur celle des données objectives auxquelles ils font appel.

montrer que « la cause du prolétariat international est inséparablement liée à la lutte de libération des nations opprimées » (p. 8) et que « la lutte des nations opprimées contre l'impérialisme [est] une partie composante du mouvement socialiste du prolétariat mondial » (p. 10). On se réfère à l'intérêt de Marx et Engels pour les luttes nationales en Pologne, en Irlande, mais aussi en Chine et en Inde. On cite Lénine qui montrait en 1913 que « la révolution russe [de 1905] a été suivie des révolutions turque, persane, chinoise » et qui ajoutait ce point, fondamental pour le prolétariat des pays avancés : « Nous vivons aujourd'hui justement à l'époque de ces tempêtes et de leurs « répercussions » en Europe » (1). Et effectivement, selon le marxisme, les révolutions prolétariennes et bourgeoises s'influencent réciproquement : un incendie révolutionnaire d'une certaine nature peut déclencher ailleurs des incendies de nature différente. C'était l'expérience de 1848 et de 1905. Ce sera l'expérience de 1917. Dans un texte de 1916, contre l'indifférence à l'égard des luttes nationales et coloniales, Lénine écrit encore plus explicitement : « La révolution sociale ne peut se produire autrement que sous la forme d'une époque alliant la guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie dans les pays avancés à toute une série de mouvements démocratiques et révolutionnaires, y compris des mouvements de libération nationale, dans les nations non développées, retardataires et opprimées » (2). C'est de cette même vision que découle la grandiose stratégie mondiale définie par l'Internationale Communiste à son II^e Congrès, lorsqu'elle s'assigna pour but d'unifier sous sa direction les révolutions « doubles » commençantes dans les colonies avec la révolution « simple » en expansion dans les métropoles, dans une même révolution prolétarienne internationale visant le cœur des métropoles impérialistes.

C'est ainsi que le *Manifeste* assignait au parti communiste, dans l'Allemagne précapitaliste de 1847, la tâche de « lutter ensemble avec la bourgeoisie toutes les fois qu'elle prend une position révolutionnaire contre la monarchie absolue, contre la propriété foncière féodale et contre la petite bourgeoisie réactionnaire », et en même temps la tâche encore plus impérative de « ne pas cesser un seul instant de développer chez les ouvriers la conscience la plus claire possible de l'antagonisme et de l'hostilité entre la bourgeoisie et le prolétariat, afin que les ouvriers allemands soient en mesure d'utiliser immédiatement comme autant d'armes contre la bourgeoisie les conditions sociales et politiques que la bourgeoisie doit introduire en même temps qu'elle impose sa domination ».

Les thèses du II^e Congrès de l'IC sur la question nationale et coloniale sont entièrement fondées sur le fait que l'« alliance » entre le prolétariat et les peuples opprimés en lutte présuppose l'organisation autonome du prolétariat sur le plan local et international — facteur décisif non seulement pour que ces luttes dépassent le cadre bourgeois, mais même pour qu'elles puissent être menées de façon conséquente — et son effort pour prendre, contre la bourgeoisie, la direction de la lutte. Elles distinguent soigneusement, dans les pays opprimés, les « deux mouvements qui chaque jour se séparent de plus en plus » : le « mouvement bourgeois démocratique qui a un programme d'indépendance politique et d'ordre bourgeois » et « celui des paysans et ouvriers ignorants et pauvres pour leur émancipation de toute espèce d'exploitation », en appelant les partis communistes à « développer les sentiments de classe indépendante dans les masses ouvrières des colonies » (3). Plus, au cours de ce même Congrès, l'IC commença à poser le problème de savoir, parmi les mouvements bourgeois des nations opprimées, lesquels méritaient effectivement l'appellation de « nationaux révolutionnaires », et donc l'appui du mouvement communiste. De l'Internationale de 1920 on pourra dire qu'elle n'alla peut-être pas assez loin dans la définition précise des « limites » de la tactique prolétarienne dans cette question (4), certainement pas qu'elle prôna des alliances sans principe ou pire la fusion du mouvement communiste avec le mouvement nationaliste bourgeois et la subordination du prolétariat à l'hégémonie de la bourgeoisie nationale, comme le firent plus tard le stalinisme (notamment en Chine) et le maoïsme (5).

C'est pourquoi il est piquant de voir le *Renmin Ribao*, après avoir cité Marx et Lénine, continuer sans broncher : « Après la mort de Lénine, Staline a défendu le principe léniniste, suivant lequel le prolétariat doit s'unir avec les nations opprimées ; de plus, il a indiqué que le mouvement de libération nationale doit englober toutes les forces qui sont contre l'agression impérialiste, sans distinction de classe et de points de vue politiques » (p. 14). Et de citer Mao (*La démocratie nouvelle*) : « Peu importe, chez les peuples opprimés, quelles classes, quels partis ou individus participent à la révolution [...], il suffit qu'ils s'opposent à l'impérialisme pour que leur révolution devienne une partie de la révolution mondiale socialiste prolétarienne et qu'ils en soient les alliés » (p. 17).

Aujourd'hui la Chine — qui en a bien fini avec son cycle révolutionnaire, fût-il bourgeois — ne pose même plus le problème en termes de « révolution des peuples oppri-

Le « second monde » retrouve une virginité

L'axe central de la « théorie des trois mondes » est la distinction établie par les Chinois entre « les deux superpuissances » — dont l'apparition serait un « phénomène nouveau dans l'histoire du développement de l'impérialisme » (p. 25) — et les « forces intermédiaires » du « second monde », exploiteuses elles-aussi, mais « tombées au rang d'Etats de deuxième ou troisième ordre » (p. 25) et susceptibles d'être « gagnées » ou « ralliées » dans la lutte contre l'hégémonie » (p. 21).

Il n'est pas question pour nous de nier la formation, après la deuxième guerre mondiale, des colosses américain puis russe, sur la base du nouveau partage impérialiste du monde et notamment de l'Europe (partage que, soit dit en passant, tous les partis d'obédience ou d'origine stalinienne, y compris le PCC, ont salué et continuent à saluer comme le « triomphe du socialisme »...). Loin de l'ignorer, notre parti a prévu et analysé ce phénomène dans de nombreux textes des années 1945 et suivantes (6). En fait de « nouveauté », celui-ci s'inscrit d'ailleurs parfaitement dans le développement inégal du capitalisme et dans la tendance caractéristique de l'impérialisme à l'« oppression croissante des nations du globe par une poignée de grandes puissances » (Lénine), tendance parfaitement connue par le marxisme et depuis longtemps illustrée, historiquement, par la suprématie anglaise avant et après la première guerre mondiale, par la situation d'oppression généralisée issue de la paix de Versailles, etc.

Que le monde soit contrôlé, de façon toujours plus totalitaire, par une poignée de très grandes puissances impérialistes, qu'au sein de ces très grandes puissances des différenciations se fassent jour, que certaines déclinent alors que d'autres apparaissent ou se renforcent, c'est un fait indéniable. Du point de vue de la stratégie de la révolution mondiale, cela veut dire notamment qu'alors que la révolution prolétarienne commencera probablement dans un « maillon faible » de la chaîne capitaliste, elle ne pourra voir son triomphe définitif que lorsque les deux grands colosses, en particulier le plus fort, le gendarme américain, seront touchés. Cela veut dire aussi qu'en cas de troisième guerre impérialiste l'issue la plus contre-révolutionnaire, la plus défavorable pour le prolétariat mondial, serait la victoire du bloc dirigé par l'impérialisme le plus fort, les Etats-Unis, comme on l'a déjà vu avec le deuxième conflit mondial (7).

Mais affirmer ceci est une chose. Cacher ou estomper le caractère impérialiste des requins « de deuxième ou troisième ordre » et donc des contradictions qui les opposent à ceux de premier rang, prôner l'alliance — dans la paix et dans la guerre — du prolétariat mondial et des peuples opprimés avec eux, « oublier » que « le prolétariat de chaque pays doit avant tout en finir avec sa propre bourgeoisie », et en particulier, dans les pays impérialistes, quels qu'ils soient, combattre d'abord « son propre » impérialisme, est une autre chose, complètement différente, et elle aussi bien connue du marxisme, qui eut à combattre cette politique dès avant et pendant la première guerre impérialiste.

Le *Renmin Ribao* s'étend complaisamment sur la description des caractères qui définissent les deux superpuissances comme impérialistes : concentration de l'économie, exportation des capitaux, militarisme, etc. (pp. 25 à 39), exagérant d'ailleurs considérablement

les « Le seul et unique critère de sa politique extérieure obéit à la logique de ses intérêts d'Etat bourgeois constitué. Quoi d'étonnant si est baptisé « progressiste », et à ce titre appuyé, tout mouvement, régime ou Etat du « tiers monde » qui s'oppose à la Russie (comme ceux qui s'opposaient aux USA dans la phase précédente), fût-il le pire gardien du *statu quo* impérialiste dans sa région ? Quoi d'étonnant si sont sacrifiées et combattues les luttes des peuples de ce même « tiers monde », dès lors qu'elles risquent de se traduire par un renforcement du bloc soviétique ?

Il y a cependant bien une continuité entre l'actuelle politique chinoise — et la notion même de « tiers monde », comme prétendu bloc unitaire anti-impérialiste et anti-« hégémoniste », qui lui sert de piédestal « théorique » — et la politique du Staline de 1927 ou du Mao de 1940 : c'est l'interclassisme et le nationalisme. Mais comment trouver le moindre point commun entre la misérable perspective du « socialisme » pékinois — plongé jusqu'au cou dans des préjugés que le marxisme a toujours condamnés (égalité et souveraineté nationales, fronts nationaux interclassistes, « non ingérence » dans les affaires d'autrui, « commerce à avantages réciproques », etc.), prêt à s'allier aux Pinochet comme aux Mobutu et aux Chah d'Iran, à distribuer des brevets d'anti-impérialisme aux rapaces bourgeoisies nationales comme aux féodaux et aux émirs — et la vision de Marx, de Lénine, de l'Internationale de 1920 ?

le caractère avancé de la Russie. Il est par contre admirablement discret (ou alors franchement cynique) sur la nature et la politique des pays impérialistes d'Europe et du Japon. C'est ainsi qu'il écrit, à propos des rapports entre ceux-ci et les pays du « tiers monde » : « La Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne de l'Ouest et le Japon s'efforcent [...] encore, il est vrai, dans des conditions et sous des formes nouvelles [...], de maintenir de nombreux pays du tiers monde sous leur emprise et leur exploitation, en recourant à des moyens politiques, économiques et autres [bel euphémisme] ; mais à envisager la situation dans son ensemble, on peut affirmer qu'ils ne peuvent pas redevenir la force principale capable de contrôler et d'opprimer le tiers monde [sophisme de la « vue d'ensemble » : cela dépend des zones ! Ainsi la Grande-Bretagne et la France sont encore prédominantes en Afrique, malgré la percée des Etats-Unis et des autres impérialismes plus jeunes]. Dans certaines circonstances, poussés par leurs propres intérêts [de quelle nature, ces intérêts ?], ils sont même obligés de faire quelques concessions aux pays du tiers monde, ou bien d'exprimer leur soutien ou d'observer la neutralité à l'égard de la lutte de ces derniers contre l'hégémonie [mais pas, et pour cause, contre leur propre impérialisme !]. Par exemple, en 1973, après la lutte du pétrole, les pays du Marché Commun d'Europe occidentale ont déclaré vouloir le dialogue au lieu de la confrontation avec les pays producteurs de pétrole [grands « progressistes » comme chacun sait !], et ils ont formulé certaines opinions raisonnables à propos d'un règlement du problème au Moyen-Orient [y compris l'envoi des casques bleus...]. Cette année, lorsque le Zaïre résistait à l'invasion armée fomentée par l'Union Soviétique, la France lui a fourni un appui logistique [sans commentaire ! ! !] » (pp. 57-58).

Sans doute, ajoute le *Renmin Ribao*, « la lutte du tiers monde en vue d'instaurer avec le second monde des relations basées sur l'égalité [sic] et l'avantage réciproque [sic] sera encore longue et ardue » (p. 59). « Toutefois », il faut bien distinguer entre les « ennemis principaux » et les autres. En vertu de quoi, « s'unir dans des conditions données avec le second monde au cours de la lutte commune contre les superpuissances, voilà qui n'est pas seulement nécessaire, mais aussi possible » (p. 60)...

(à suivre)

(1) Les destinées historiques de la doctrine de Karl Marx, Œuvres, tome 18.

(2) Une caricature du marxisme et à propos de l'« économicisme impérialiste », Œuvres, tome 23.

(3) Thèses sur la question nationale et coloniale, B/7, éd. Maspéro, p. 60.

(4) Cf. Le II^e Congrès de l'IC, un sommet et une croisée des chemins, dans Programme Communiste, n° 60.

(5) Cf. Changhaï, avril 1927 : le bain de sang du prolétariat chinois arrose la victoire du stalinisme, dans Programme communiste n° 73.

(6) Cf. notamment la brochure Les trois phases du capitalisme, Guerres et crises opportunistes. A ce sujet voir aussi l'article A propos de la campagne contre « l'Europe germano-américaine » dans Le Prolétaire, n° 260 à 262.

(7) Cf. Pour mettre les points sur les i, dans Programme communiste n° 55 et Leçons des contre-révolutions, par. 64, dans Programme communiste, n° 63, pp. 34-35.

Pour faire le point sur la grève des foyers de travailleurs immigrés (3)

Les problèmes de l'organisation de la lutte

La lutte des foyers a posé pratiquement la question de la **constitution d'une organisation de classe ouverte**. La lutte des résidents a agi en pionnier de la reprise prolétarienne; c'est pourquoi elle peut et doit être passée au crible, afin que ses leçons permettent d'aborder les questions qui nécessairement se poseront aux luttes à venir, et de faire l'économie d'erreurs en partie évitables pour des groupes de prolétaires qui doivent improviser les méthodes de lutte au feu du combat.

Une des difficultés à laquelle s'est heurté le Comité de Coordination est celle du passage d'une organisation au sens général de l'**associationnisme ouvrier**, c'est-à-dire d'un regroupement de prolétaires pour la défense de leurs intérêts, à une organisation au sens strict avec toutes les conséquences **administratives et logistiques** que cela implique. C'est à cet aspect que nous nous limiterons dans cet article. Le Comité de Coordination était en effet devenu avant l'été 78 un magnifique organe d'agitation et de mobilisation des résidents, au point de servir de pôle de ralliement pour une lutte plus vaste contre les mesures Stoléru, et même d'être sollicité pour guider des grèves dans certaines entreprises.

La lutte est une épreuve irremplaçable. Les organisations que doit se donner la classe ouvrière ne peuvent se contenter d'avoir pour perspective des périodes de calme où seule la propagande est à l'ordre du jour; elles doivent se préparer à des périodes de bataille avec les forces de la bourgeoisie, où il faut en même temps contrer les manœuvres des prétendus « amis » de la lutte. De ce point de vue, l'offensive bourgeoise qui s'est accentuée en juin 78, et qui n'a cessé d'accroître sa pression, imposait à la lutte des foyers et au Comité de Coordination de se doter d'un véritable instrument de combat, qui assure une certaine indépendance logistique, qui soit capable d'affronter rapidement et efficacement l'ensemble des problèmes, qui démultiplie les forces en faisant participer de nouveaux travailleurs à des responsabilités.

Nous avons dû combattre dans les Comités de Soutien toutes les autres forces qui ont entraîné les pieds ou bien qui ont carrément refusé d'aider le Comité de Coordination à se donner les moyens d'organisation et de centralisation indispensables. C'est ainsi qu'il a fallu batailler pour que le Soutien assure une permanence téléphonique, un système de déplacements et de liaisons, un minimum de secrétariat (qui fait encore cruellement défaut au Comité de Coordination, contraint de faire appel au coup par coup à des bonnes volontés). De nombreux groupes voyaient en effet dans la proposition d'organiser ces tâches une prétention sans objet visant à donner à la lutte une « organisation de luxe ». Ne sont-ils pas les pires ennemis de la lutte ouvrière, ceux qui prétendent l'aider mais ne donnent dans les faits le « droit de s'organiser » qu'à l'adversaire, à la bourgeoisie qui paie des armées de fonctionnaires, de juges et de flics pour briser les luttes, et aux directions syndicales qui paient des armées de bureaucrates pour les saboter ?

Mais la simple organisation de ces tâches élémentaires s'est également heurtée à des difficultés provenant du retard de la Coordination à s'organiser. La centralisation des Comités de Soutien (voulu par la Coordination elle-même), et la répartition des tâches entre leurs militants, ne pouvaient avancer si le Comité de Coordination ne répartissait pas en son sein les responsabilités, un délégué étant chargé par exemple de l'organisation des permanences, un autre du secrétariat, un troisième des procès, etc. En l'absence de militants clairement désignés pour prendre en charge chacune des tâches, et responsables devant leurs camarades, la déperdition des énergies, pourtant si précieuses face à un adversaire puissant et pourvu de tous les moyens matériels, est malheureusement inévitable.

Cette difficulté à surmonter les problèmes organisationnels les plus élémentaires a eu des effets défavorables et décourageants sur la lutte. Passons rapidement sur les Comités de Soutien : déjà paralysés par le sabotage des groupes maoïstes, ils ont dû consacrer des énergies importantes à assurer sans l'aide des résidents des tâches d'appui logistique épuisantes, souvent rendues inefficaces par la désorganisation ambiante, au détriment des tâches de propagande extérieure et de recherche active de liens avec les groupes de prolétaires combattifs dans les entreprises.

Le manque d'instruments logistiques minimum, pour la création desquels nous avons fait des propositions pratiques en septembre, a eu pour conséquence de rendre le Comité de Coordination dépendant de l'humeur des organisations syndicales et politiques pour toutes les questions les plus élémentaires, comme le tirage d'une affiche, d'un tract, voire parfois d'un communiqué de presse. Comment peut-on faire la critique politique d'organisations dont on n'arrive pas en

pratique à se rendre indépendant ? Il est clair que ce facteur a pesé d'un grand poids sur l'armement de la lutte, qui a toujours eu du mal, malgré la plus grande bonne volonté du monde, à faire passer dans un bilan public les leçons pourtant déjà tirées de l'« appui » de telle ou telle organisation.

Le manque de division du travail élémentaire entre les dirigeants de la lutte a eu pour effet d'exiger des forces démesurées pour la moindre question, d'entraver le travail des assemblées périodiques par d'innombrables questions secondaires, et de gêner leur travail normal d'orientation et d'encadrement de la lutte.

Cette faiblesse explique sans doute en partie l'impossibilité pour la Coordination d'envisager une campagne de propagande systématique en direction des entreprises, mais aussi l'impuissance qui a frappé le Comité au moment où a commencé à se poser la question de l'organisation d'une riposte aux menaces d'expulsion et de renouvellement des cartes. Mais cette faiblesse a même empêché dès septembre la lutte de s'étendre.

La grève a certes réussi à se propager dans la région parisienne et en province, du moins en Lorraine, pendant l'été. Mais cette extension, en entraînant en même temps une certaine dispersion et un surcroît de travail pour le Comité de Coordination, a rapidement trouvé ses propres limites. Malgré la création dans plusieurs villes de Comités de Soutien qui ont commencé un travail d'information et de contact en direction des foyers, le Comité de Coordination n'a pu faire face à leurs demandes d'orientation et même de matériel de propagande, les laissant sans directives. Suspendus dans le vide, ces Comités ont donc végété pendant de longs mois; ou alors ils ont sombré, faute d'activité réelle, dans les vaines querelles inspirées par les groupes pour lesquels les organisations ouvertes doivent se transformer en lieux d'adhésion à leur credo politique ou bien périr.

Il serait faux de croire que les dirigeants de la lutte n'ont pas ressenti ces problèmes, celui de la division du travail ou celui d'un minimum d'administration. Mais toujours est-il que les choses sont restées en l'état et qu'ensuite, devant les coups redoublés de la bourgeoisie, le souci essentiel n'a plus été que de parer au plus pressé. Faute d'une organisation permettant de répartir et d'utiliser les forces de la manière la plus efficace, la plus grosse partie des énergies de la Coordination s'est donc trouvée entraînée malgré elle sur le terrain juridique, celui-là même que la bourgeoisie avait choisi pour livrer bataille.

Le bilan de cette expérience nous semble être qu'il est très difficile de poser les

problèmes d'organisation dans le feu de l'action: il est alors **trop tard**. Les problèmes doivent être abordés **avant**: toute lutte doit se donner un **minimum d'organisation** avant l'épreuve décisive.

Sans doute les questions pratiques d'organisation sont-elles inséparables de l'orientation donnée à la lutte, sur laquelle nous devons revenir. Celle des foyers s'est donnée une plate-forme magnifique: elle a avancé des revendications qui intéressent tout le prolétariat et qui rompent avec toute la tradition de collaboration des classes (lutte contre l'APL, lutte contre l'oppression particulière subie par les travailleurs immigrés, etc.), le règlement des foyers n'étant qu'une illustration de l'état d'exception qui frappe ces prolétaires). Elle a avancé dans la question de l'organisation de classe, en mettant en avant le principe de l'organisation par-dessus les nationalités. Mais elle n'a pu pour l'instant aller plus loin dans ce sens.

Une des raisons réside dans le fait que la lutte a sans doute idéalisé le fameux « Soutien » et espéré ce qu'il ne pouvait donner: l'appui d'une organisation toute prête, l'appui de la classe ouvrière organisée, alors qu'il s'agit précisément de le préparer. La terrible réalité est en effet que la classe ouvrière **n'est pas organisée** sur son terrain propre, que du point de vue de l'organisation de la lutte immédiate, **tout est à refaire**.

Dans ce domaine, la lutte des foyers a avancé, a donné sa contribution à la reprise prolétarienne, mais on peut dire que le processus, en quelque sorte, est resté largement spontané, **non conscient** de son importance, malgré quelques magnifiques lueurs éclairant soudainement, mais de façon trop passagère, le champ complet de la lutte, ce qui explique sans doute l'énorme difficulté à couper les ponts, à faire clairement le bilan de ce que les faits ont déjà tranché.

Pour avancer désormais, pour résoudre favorablement les problèmes qui se sont posés à la lutte et qui se poseront inévitablement à toutes les luttes à venir, à savoir ceux qui touchent à l'organisation de la masse des travailleurs, les ouvriers d'avant-garde doivent faire le saut et prendre sur leurs épaules la **responsabilité** explicite de constituer par-dessus les barrières de catégorie, d'entreprise et de nationalité un véritable front prolétarien opposé au front uni de la bourgeoisie et du réformisme.

Naturellement, pour que ce processus devienne **complètement conscient**, pour que la lutte immédiate revendique explicitement son entière portée — et prenne conscience de ses limites — le travail du parti révolutionnaire est nécessaire, et c'est ce à quoi nous nous attachons. (à suivre)

La réponse de Delmon-Stoléru à la grève des foyers

Augmentation de 50% des loyers !

La commission Delmon, nommée par Stoléru pour proposer des mesures juridiques et des réformes de tarification susceptibles d'aider à briser la grève des foyers, a fini ses travaux. Son objectif prioritaire était d'arriver à une « **meilleure adéquation des tarifs et des prestations** » permettant une « **diminution des déficits** » tout en mettant en place une « **tarification bien comprise** »: en d'autres termes, de trouver tous les prétextes possibles pour démontrer non seulement qu'il faut payer les loyers, mais qu'ils sont insuffisants et qu'il faut **encore les augmenter** !

En effet, la Sonacotra est en déficit. A cause de la grève des loyers ? Même pas, puisque les déficits sont bien supérieurs au « manque à gagner » résultant de la grève. En réalité, même selon des critères capitalistes, la Sonacotra est gérée n'importe comment et la gabegie règne à tous les niveaux. L'argent destiné au logement des immigrés, tout le monde s'en fiche, et tout le monde se sucre au passage: siège social somptueux (coût: 2 à 3 milliards anciens) pour les hauts fonctionnaires du siège et cages à lapins pour les travailleurs ! En outre ces derniers doivent supporter dans leurs loyers le coût de tous les services de flicage dont ils sont les premières victimes (inspecteurs, gérants racistes chargés de faire régner l'ordre et de fichier, etc.). Faire payer le coût du flicage par les flicués, n'est-ce pas le fin du fin du progrès démocratique ?

Pendant donc que les juges condamnaient à tour de bras, que les flics matraquaient et expulsaient les résidents, une vingtaine de fonctionnaires, de représentants patronaux et de bureaucrates syndicaux serviles (dont, pour la CGT, le dénommé Bord, et pour la CFDT le dénommé Jaquot — travailleurs, reprenez les noms de ces valets !) ont donc mis en place un nouveau « système de tarification ».

Premier résultat, selon *Le Monde* du 26-4: les loyers vont dans l'immédiat subir une nouvelle augmentation de 6 à 12 %, plus

4 % dans les foyers conventionnés à l'APL, soit au total, jusqu'à 16 % de hausse ! Il faut croire cependant que ces messieurs ne sont pas sûrs d'arriver à convaincre les travailleurs de la « justesse » de leurs calculs, puisque l'augmentation interviendra comme l'habitude au 1^{er} juillet, juste au moment du départ en vacances ! Mais ce n'est pas tout. Ce que les journaux bourgeois ont soigneusement passé sous silence, c'est que ces hausses ne sont qu'une **première étape**, l'objectif réel étant d'arriver, selon les foyers, à une augmentation de loyer de 60 à 100 francs par mois, ou plus, soit + 25 % à + 50 % par rapport aux loyers actuels, qui correspondent déjà une surexploitation éhontée des travailleurs !

La manœuvre de l'APL proposée par la CGT et la CFDT n'a d'autre but que de faire avaler la pilule de l'augmentation des loyers pour le meilleur profit des parasites capitalistes et du flicage des résidents !

Les opportunistes présentent aux résidents comme un avantage le fait que la commission Delmon prévoit un nouveau « statut des résidents ». Mais que signifient tous les « droits » si les gérants-flics restent en place et tant que les prolétaires immigrés restent sous « statut d'exception », bref tant qu'est accepté le **contrôle de l'immigration** ?

Les opportunistes présentent également comme un avantage le fait que la Commission prévoit la « reconnaissance » des Comités de Résidents et d'un Comité central par société, mais **élus sous son contrôle**. La manœuvre est claire: il s'agit de briser l'organisation actuelle en lui coupant l'herbe sous les pieds ou de la dénaturer en l'entraînant dans le jeu de la collaboration.

Il n'y a aucun compromis possible entre la voie préconisée par Stoléru-Delmon avec la complicité des bureaucraties CGT-CFDT et celle pour laquelle se sont battus les résidents jusqu'à aujourd'hui. Seule la force imposera la décision.

Presse internationale

Voici le sommaire du n° 8 (21 avril 1979) de

il programma comunista

- Internazionalismo proletario, lotta indipendente di classe: Parole d'ordine del 1° maggio
- La rivoluzione mondiale non passa per « l'Europa dei lavoratori »
- La caccia alle streghe dell' « autonomia » mostra il vero volto della democrazia borghese
- La grande abbuffata elettorale
- Medio Oriente: « Pace » o preparazione di nuove guerre con altri schieramenti ?
- Nuovo dramma della decadenza del capitale ad Harrisburg
- Lettera dalla Spagna: nessun patto, né formale né tacito potrà impedire la lotta di classe
- I cardini della piattaforma 1919 dell'Internazionale Comunista
- Piombo sui disoccupati iraniani
- Stato e sindacato contro i lavoratori dell'aria
- Disoccupazione ed esplosioni sociali
- Vita di partito.

PROLETARIER

- Abschaffung der Lohnarbeit heisst Abschaffung der Produktion für die Produktion.
- Iran: Für die Revolution braucht man die Partei.
- China-Vietnam: Das Lügengebäude des « Nationalen Sozialismus » bricht zusammen.
- Ein Beitrag zum Frauentag: Gegen den Feminismus! Für den proletarischen Klassenkampf!
- Die Mieterstreik in den Gastarbeiterheimen Sonacotra: Das Erwachen der ausländischen Arbeiter in Frankreich.

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

• A Bruxelles: le 2^e lundi de chaque mois, soit le 11 juin et le 9 juillet, de 19 h 30 à 21 h 30, Café de la Régence, place Ferdinand Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

• A Aix-en-Provence: vente au marché de la place du Palais de Justice le samedi de 11 h à 12 h tous les quinze jours, soit les 5 et 19 mai, etc.

• A Amiens: tous les lundis de 12 h 30 à 14 h, Café Le Lutetia, rue Saint Leu.

• A Angers: vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

• A Arles: vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 à 12 h, soit les 5 et 19 mai, etc.

• A Avignon: vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h.

• A Grenoble: dimanche tous les quinze jours au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 6 et 20 mai, les 3 et 17 juin, etc.

• Au Havre: vente le dimanche matin au marché d'Harfleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois, soit les 6 et 20 mai.

• A Lille: tous les mercredis de 17 h 30 à 19 h 30, 27, rue Adolphe (en juin, juillet et août, la permanence aura lieu tous les quinze jours, soit les 6 et 20 juin, les 4 et 18 juillet, les 1^{er}, 15 et 29 août).

• A Lyon: vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, de 10 h à 11 h, les dimanches 6 et 20 mai.

• A Nantes: vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Talensac, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 6 mai et le 3 juin.

• A Paris: 20, rue Jean-Bouton, 75012 Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Rouen: vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

• A Roubaix: la permanence est suspendue de juin à août; la reprise se fera en septembre (la permanence du 20 mai aura lieu comme d'habitude, de 11 h à 12 h au marché face à la poste).

• A Strasbourg: tous les vendredis de 18 à 19 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

• A Toulouse: vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

EN SUISSE

• A Lausanne: tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE

Editions Programme
32, rue du Pré-du-Marché
1004 LAUSANNE

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton - 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse: 52926